



Victor Hugo Espinosa penche pour une gestion du risque en chaîne, par une population qui a pu discuter cette gestion.

Victor H. Espinosa : « Une gestion des risques mieux partagée »

Conseiller d'arrondissements Verts des 9-10^{èmes} arrdts. Victor Hugo Espinosa fait part des réflexions que lui inspirent tempêtes et marée noire pour la gestion du risque urbain.

« L'essentiel du travail est de l'ordre du préventif, ce qui recueille un large consensus, le reste étant du domaine de l'alerte. Il faut évidemment aussi penser à reconstruire.

« Aussi le plus important est semble-t-il de disposer pour une ville donnée, mais surtout pour une région entière, un corpus de cartes de risques potentiels, qu'il soit possible de croiser. En effet, on passe en période de crise d'un risque à l'autre, cela doit être prévu. Un tremblement de terre peut être suivi d'un incendie, d'un accident chimique ou d'une inondation. On ne peut donc se contenter de répondre en un lieu donné au seul traitement du séisme, par exemple en zone d'habitat. Il faut être prêt à répondre aux autres besoins, comme la mise hors de danger de la population vivant dans les environs d'une usine chimique menacée par les conséquences du séisme.

« Mais la prévention ne s'arrête pas aux gestes, aux procédures. Encore doit-on s'obliger à une réflexion sur le caractère humain du risque : en quoi l'être humain par ses activités est-il ou n'est-il pas responsable de phénomènes tels que la tempête qu'a vécue l'Ouest du pays ?

« Une autre idée force est de réfléchir la prise en compte du risque en fonction de la concentration de population. Ce qui entraîne une nouvelle réflexion sur l'aménagement du territoire : doit-on autoriser ici ou là les implantations d'usines, un urbanisme débridé ?

« J'entends une argumentation, dans certaines villes, qui vise à gérer le risque sans geler l'urbanisme, à l'argument que ce serait la gestion du risque elle-même qui serait gelée. Cela mérite beaucoup d'attention, il ne faut pas jouer avec le risque, le principe de précaution est entré dans les mœurs, un consensus s'est établi dans la société sur cette question, et je crains que le risque mal maîtrisé malgré les discours de spécialistes, n'éloigne la population de la confiance, pourtant nécessaire mais lucide, envers les scientifiques et les techniciens à qui ces

questions sont confiées.

« La tempête nous a en tout cas montré à quel point la fourniture d'électricité était fragile, et essentielle. Ce devrait être une priorité absolue. Elle peut éviter le passage d'un risque à l'autre, ainsi que j'ai essayé de l'expliquer plus haut.

« On ne peut parler de la mise hors de risques de la fourniture électrique sans aborder le thème de la protection de ces lignes. L'enfouissement coûte dix fois plus cher, dit-on, mais ce coût, budgétisé à l'avance, aurait mis la France hors de risque depuis le temps que ces mesures sont réclamées par des acteurs à qui malheureusement, on a toujours opposé... le coût des procédures. 75% des coupures auraient sans doute été économisées si le risque avait été sérieusement considéré. C'est à dire que la sécurité des hôpitaux, la possibilité de se chauffer en hiver, l'alimentation en eau parfois, etc. aurait été possible malgré la tempête. On aurait alors évité de devoir tout traiter par l'alerte.

« Je mettrai l'accent aussi sur une autre lacune de nos systèmes de gestion de crise. Qui est le décideur ? On a trop vu l'absence de coordination, pour diagnostiquer, pour décider. Une autorité de coordination des crises est nécessaire.

« Enfin, je ne suis pas partisan de décisions qui, au prétexte d'être efficaces, seraient prises d'en haut. C'est un état d'esprit, sans terrifier les populations, qu'il faut chercher à créer. Des colloques, non pas des seuls spécialistes, mais ouverts à la population, pourraient y aider, en donnant les moyens à cette population d'être acteur de la gestion du risque.